#3 2018

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE



Coup de projecteur sur...

Un foyer porteur d'espoir

Page 10

Actualités
Dernières informations sur la CEB
Page 04

Exclusif
La CEB agit en faveur de l'égalité hommes-femmes
Page 08

L'entretien
Rencontre avec Jean-Paul Clément, Directeur général d'Adoma
Page 13

Zoom sur...
Permettre l'accès à des logements abordables au Monténégro
Page 14

Chère lectrice, cher lecteur,



Lors d'une récente visite officielle au Monténégro, j'ai eu l'occasion de constater de mes propres yeux à quel point l'accès au logement peut améliorer la vie des gens, en particulier celle des familles.

En effet, un logement décent et abordable n'est pas seulement une condition préalable à un niveau de vie suffisant, il s'agit avant tout d'un droit humain universel. Or, les inégalités de revenus croissantes font que l'accès à un logement abordable, malgré son importance, constitue un véritable défi pour des milliers de personnes en Europe, les groupes vulnérables étant les plus touchés.

Le financement du logement est l'un des domaines d'intervention prioritaires de la CEB au sein de ses pays membres. Nos efforts sont principalement dirigés vers les ménages à faible revenu, les personnes déplacées, les migrants et les réfugiés, ou encore les personnes handicapées.

Dans ce numéro de **Info**, vous trouverez plus de détails sur des projets financés récemment par la CEB dans le secteur du logement social, comme le programme de logement "+1000" déployé au Monténégro, qui a permis de fournir un logement à plus de 800 ménages à faible revenu et continuera sur cette lancée jusqu'en 2020. Vous trouverez également des informations sur notre partenariat avec Adoma, en France, en vue de financer des installations d'hébergement et d'accueil d'urgence pour demandeurs d'asile, migrants et autres personnes vulnérables.

Dans les années à venir, le logement demeurera l'une de nos priorités majeures dans le cadre de nos efforts continus pour promouvoir la cohésion sociale et améliorer le niveau de vie des Européens.

Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB



info est un magazine de la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic ;
Letizia Bertrand ; Monica Brezzi ; Katherine Delikoura ;
Tony Fernández Arias ; Rachel Meghir ;
Jacques Mirante-Péré ; Lana Paukovic ; Arnaud Violette

e-mail : info@coebank.org

Blackwood
Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Couverture : © Sylvie Dupic

Crédits photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.



➤Page 04



➤Pages 14-15

Actualités

Découvrez les dernières actualités de la CEB
Pages 04-05

Derniers projets approuvés par la CEB

Neuf prêts ont été récemment approuvés, pour un montant total proche de € 600 millions
Pages 06-07

Un environnement de travail respectueux de l'égalité hommes-femmes

La promotion de la diversité et de l'égalité hommes-femmes au sein de la CEB
Pages 08-09

Innovation et hébergement d'urgence

Une initiative cofinancée par la CEB améliore les solutions d'hébergement et les services pour les demandeurs d'asile et autres personnes vulnérables en France
Pages 10-12

L'entretien

Jean-Paul Clément, Directeur général d'Adoma, premier bailleur du logement accompagné en France accorde une interview à **Info**
Page 13

Des logements sociaux abordables

Un programme financé par la CEB fournit des prêts hypothécaires subventionnés aux ménages à revenu faible à moyen au Monténégro
Pages 14-15

Partager les connaissances et proposer des solutions

Deux études de la CEB analysent les défis en matière de logement dans un but de partage des connaissances
Page 16

Événements et publications

Présentation des événements prévus dans les mois à venir et des dernières publications de la CEB
Page 17

Infographie

Un guide visuel sur la manière dont la CEB rend le logement accessible à tous
Pages 18-19



EN SAVOIR PLUS EN LIGNE **https://coebank.org**

LA CEB CONSERVE D'EXCELLENTES NOTATIONS

Fitch Ratings et Standard and Poor's (S&P) ont confirmé la notation d'émetteur à long terme de la CEB, soit AA+, avec des perspectives "stable" et "positive", respectivement. Moody's a également confirmé la notation d'émetteur à long terme de la Banque : Aa1, avec une perspective stable. La qualité de crédit de la CEB est l'une des meilleures parmi les émetteurs à long terme.

S'UNIR POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE

La CEB a signé un protocole d'accord avec "100 villes résilientes", lancé par la Fondation Rockefeller (100RC) pour aider les villes éligibles du réseau 100RC à mieux se préparer et à faire face aux chocs tels que les catastrophes naturelles, ainsi qu'aux tensions chroniques telles que les pénuries d'eau, le problème des sans-abris et le chômage. La Banque fournira une assistance technique et un financement direct pour les projets visés, ainsi qu'une contribution à des solutions de financement innovantes.

NOUVELLE ÉMISSION DE RÉFÉRENCE À ÉCHÉANCE DÉCEMBRE 2021

Le début du mois d'août a été marqué par le retour réussi de la CEB sur le marché de la livre sterling, dont elle était absente depuis octobre 2017, avec une émission de référence à échéance décembre 2021 d'un montant de £ 300 millions. La demande de plus de 25 investisseurs a permis à la Banque de relever le montant de la transaction, qui s'élevait initialement à £ 250 millions.



SOUTIEN À DES PROJETS EN POLOGNE

À la mi-septembre, le Gouverneur Wenzel s'est rendu en Pologne, où il a signé un contrat-cadre de prêt d'un montant de € 186 millions avec la banque Gospodarstwa Krajowego (BGK) pour financer un nouveau programme de logements sociaux locatifs. Il a ensuite visité la région de Podlachie, où il a signé un accord de € 67 millions pour financer des investissements sociaux dans les infrastructures publiques.

Plus d'infos sur : https://coebank.org/fr/news-and-publications/news/



Rosa Sánchez-Yebra, Vice-Gouverneur (au centre)

Accueillir de nouveaux migrants et réfugiés en Bosnie-Herzégovine

Fin juillet, Mme Rosa Sánchez-Yebra, Vice-Gouverneur de la CEB, a signé un accord pour l'attribution d'un don de € 1 million issu du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) de la CEB, afin d'aider la Bosnie-Herzégovine à faire face à l'arrivée d'un nouvel afflux de migrants et réfugiés.

Le don du MRF permettra la rénovation et l'équipement des bâtiments existants du centre d'Ušivak, à Hadzici, et fournira des conteneurs-logements, de la literie et des installations sanitaires à environ 400 personnes.

Peter Van der Auweraert, Chef de mission de l'Organisation internationale pour les migrations en Bosnie-Herzégovine, a déclaré : "La création du centre d'accueil d'Ušivak permettra de répondre aux besoins élémentaires des personnes et de mettre à leur disposition un espace au sein duquel elles pourront bénéficier d'un certain nombre d'autres services, tels qu'un soutien psychosocial, une assistance juridique ou encore l'accès au droit d'asile."

La Vice-Gouverneur Sánchez-Yebra a ajouté : "Ce don du MRF versé à l'OIM est essentiel pour accroître la capacité d'accueil des migrants et des réfugiés en Bosnie-Herzégovine, et nous espérons qu'il encouragera d'autres acteurs internationaux et locaux à fournir des services et une assistance."

Le représentant spécial du Secrétaire général sur les migrations et les réfugiés (SGMR), l'Ambassadeur Tomáš Boček, a également salué le rôle joué par la CEB en complément des activités du Conseil de l'Europe en matière de protection des enfants réfugiés et migrants.



Le Gouverneur de la CEB, Wolf Wenzel, a effectué une visite officielle au Liechtenstein le 9 juillet, où il a rencontré le Vice-Premier Ministre Daniel Risch et la Ministre des Affaires étrangères, Aurelia Frick.

PAGE 06 VOIR LES DERNIERS PRÊTS APPROUVÉS DE LA CEB

Le Gouverneur Wenzel en visite officielle en Serbie et au Monténégro

Début octobre, le Gouverneur Wenzel s'est rendu en Serbie et au Monténégro afin de rencontrer des hauts responsables du gouvernement et de visiter des projets clés. En Serbie, le Gouverneur s'est entretenu avec la Première ministre, Ana Brnabić, (photo ci-dessous) avant d'inaugurer des projets cofinancés par la CEB dans les domaines de la santé et de la justice. Le Gouverneur Wenzel a également rendu visite aux nouveaux résidents d'un projet phare financé par le Programme régional de logement (RHP) à Ovca.



Au Monténégro, le Gouverneur Wenzel a rencontré de hauts responsables du gouvernement puis s'est rendu à Konik, dans le cadre d'un important projet du RHP. Le Gouverneur a également pu passer du temps avec une famille bénéficiaire du projet de logement social financé par la CEB intitulé le "Programme de + de 1 000 logements abordables" dans leur nouveau foyer. Ce programme offre des prêts hypothécaires subventionnés aux ménages vulnérables disposant de revenus faibles à moyens, ce qui leur permet ainsi d'accéder à un logement pérenne abordable.

Voir plus sur le projet "+1000" page 14



Le Gouverneur Wenzel (à gauche) lors d'un des débats

Réflexions sur la croissance inclusive

Au début du mois de septembre, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a pris part aux discussions sur l'avenir de l'ordre économique mondial lors du Dialogue of Continents Forum 2018, organisé par The Reinventing Bretton Woods Committee et l'Institut d'économie internationale de Hambourg.

À cette occasion, le Gouverneur Wenzel s'est joint à des figures politiques et experts internationaux, dont Romano Prodi (ancien Premier ministre italien) et Aleksander Kwasniewski (ancien Président polonais), pour discuter des "options politiques pour une croissance inclusive". M. Wenzel a souligné le rôle crucial des institutions financières internationales dans la lutte contre les inégalités et pour des sociétés plus inclusives. Il a également souligné la nécessité pour les gouvernements d'investir dans l'éducation, la formation continue et les infrastructures sociales.



Les représentants à la réunion des ministres de l'Économie

La CEB présente au Sommet des Balkans occidentaux 2018

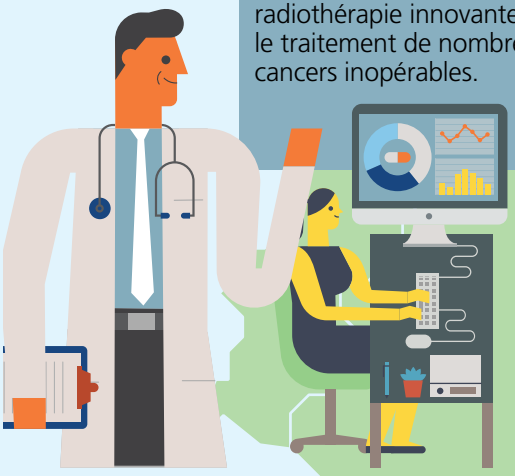
Le 5 juillet, le Vice-Gouverneur de la CEB, Carlo Monticelli, a assisté à la réunion des Ministres de l'Économie à Vienne à l'occasion du Sommet des Balkans occidentaux 2018, dans le cadre du processus de Berlin. Aux Ministres européens et des Balkans occidentaux se sont joints des représentants de la Commission européenne, d'institutions financières internationales et d'organisations régionales et internationales. Le Vice-Gouverneur Carlo Monticelli a souligné les efforts de la Banque pour soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME) dans les Balkans occidentaux.

Derniers prêts approuvés par la CEB

Neuf nouveaux prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en septembre. Le montant de ces prêts varie de € 2 à € 200 millions, pour un total proche de € 600 millions.

FRANCE

Montant du prêt : € 42 millions
Emprunteur : Centre européen de recherche et de développement en hadronthérapie (Cyclhad)
Objectifs : Financer un programme visant à créer en Normandie un centre de recherche et de traitement en hadronthérapie, une forme de radiothérapie innovante utilisée pour le traitement de nombreux types de cancers inopérables.



ALLEMAGNE

Montant du prêt : € 200 millions
Emprunteur : NRW.BANK
Objectifs : Soutenir les investissements sociaux avec la rénovation, la modernisation et l'extension d'établissements scolaires publics en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Thüringer Aufbaubank (TAB)
Objectifs : Soutenir le développement social en Thuringe, au travers d'infrastructures urbaines et rurales, de projets axés sur l'efficacité énergétique et du financement des TPE-PME.

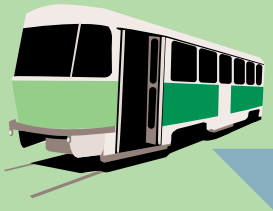


Les prêts de la CEB appuieront plusieurs types de projets, du financement du secteur de la santé au soutien aux TPE-PME, en passant par l'éducation et les infrastructures municipales.



FINLANDE

Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Ville de Kuopio
Objectifs : Financer la construction, la rénovation et l'extension d'infrastructures municipales afin d'améliorer les conditions de vie des habitants de la communauté urbaine de Kuopio.



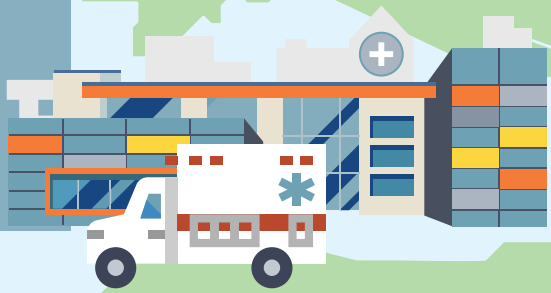
POLOGNE

Montant du prêt : PLN 180 millions (soit € 43 millions)
Emprunteur : Région des Basses-Carpates
Objectifs : Financer des investissements sociaux dans les transports publics et le secteur de la santé, dont la construction d'un pôle régional d'oncologie à Tarnobrzeg.

Montant du prêt : PLN 155 millions (soit € 37 millions)
Emprunteur : Région de Poméranie
Objectifs : Soutenir les investissements dans les infrastructures publiques, notamment l'amélioration du réseau routier et des établissements de santé.

Montant du prêt : € 120 millions
Emprunteur : BZ WBK Leasing S.A.
Objectifs : Financer des investissements productifs pour les TPE-PME dans tout le pays.



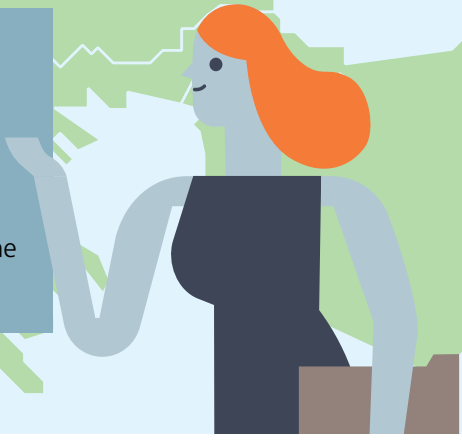


CROATIE

Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR)
Objectifs : Financer les infrastructures essentielles du centre clinique et hospitalier de Rijeka (KBCRi), l'un des cinq que compte la Croatie.

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Montant du prêt : € 2 millions
Emprunteur : Mi-BOSPO Microcredit Foundation (MCF)
Objectifs : Financer les microentreprises, en accordant une attention particulière aux femmes entrepreneurs.



Un environnement de travail respectueux de l'égalité hommes-femmes

Au mois de janvier, la CEB a lancé sa stratégie en faveur de l'égalité hommes-femmes, qui définit ses principes, objectifs et actions visant à respecter l'égalité des sexes et la diversité en tant qu'employeur. L'un des principaux objectifs est de mettre en place une norme de certification professionnelle en faveur de la parité.

La CEB a déjà pris des mesures importantes pour promouvoir l'égalité hommes-femmes, notamment la mise en place de politiques favorables à l'équilibre entre travail et vie privée, telles que le télétravail. Au début de l'année 2018, la Stratégie de la CEB sur l'égalité hommes-femmes et la diversité a été présentée au Conseil d'administration, témoignant ainsi de la détermination de la Banque à promouvoir un environnement qui valorise et récompense les contributions des hommes et des femmes de la même façon.

Au printemps, la Banque a mené une enquête auprès de ses employés, intégrée au diagnostic et à l'analyse comparative en appui à la stratégie pour l'égalité des sexes et la diversité, qui a examiné les attitudes dans des domaines clés tels que l'égalité salariale, les opportunités de recrutement et de promotion, le développement du leadership et la flexibilité des conditions de travail.

Élaboration d'une stratégie en faveur de l'égalité hommes-femmes

Pourquoi la Banque a-t-elle besoin d'élaborer une stratégie en matière de diversité et d'égalité des sexes ?

- Une stratégie bien définie augmente la capacité de la Banque à se doter d'un effectif représentatif doté d'un large éventail de compétences.
- La qualité du travail s'améliore si les objectifs et les activités sont envisagés sous des angles variés.
- Selon certaines études, des lieux de travail plus diversifiés affichent de meilleures performances.

Objectifs clés de la stratégie

La stratégie de la CEB définit cinq objectifs pour que l'égalité hommes-femmes soit réalisée.

1. S'efforcer d'atteindre au moins 40% de représentation féminine en moyenne aux grades A4-A7 (Groupe I et Groupe II au-delà du grade A4). (*)

2. Maintenir l'objectif de recruter au moins 50% de femmes dans le Groupe II ces prochaines années en mettant l'accent sur le recrutement et la promotion interne des femmes à partir du grade A4.

3. Mettre en place des initiatives visant à renforcer la sensibilisation, dont la formation des membres du management à l'égalité des sexes et à la diversité, ainsi que des mécanismes favorisant une gestion attentive à la question hommes-femmes.

4. Proposer aux femmes des dispositifs d'accompagnement externe et de mentorat interne.

5. Veiller à l'intégration de la question hommes-femmes dans les politiques et les procédures internes de la CEB.

(*) Le système de classification des grades des membres du personnel de la CEB s'étend de C1 à A7, avec cinq catégories de grades allant du groupe V au groupe I.

Les actions à conduire

La stratégie en matière d'égalité hommes-femmes de la CEB décrit 12 actions destinées à créer un environnement de travail respectueux de l'égalité des sexes. Elles comprennent :

- la conception et la mise en œuvre de programmes d'accompagnement et de mentorat ;



"Notre ambition est d'offrir un environnement de travail moderne et attrayant, où tous les employés peuvent avoir accès aux mêmes ressources, bénéficier des mêmes récompenses et disposer des mêmes opportunités, quel que soit leur sexe."

Gouverneur Wenzel



- la création d'opportunités de participation à des réseaux dédiés aux femmes ;
- l'examen des politiques de la Banque pour veiller à ce qu'elles favorisent l'égalité des sexes ;
- la création d'un forum consultatif sur la parité hommes-femmes pour suivre les progrès des initiatives d'égalité ;
- le soutien aux équipes de recrutement et de sélection afin d'élargir le réservoir de talents.

Être à la pointe avec le projet EDGE

L'une des actions prévues par la stratégie consiste à mettre en œuvre une méthodologie d'évaluation globale et une norme de certification professionnelle pour l'égalité des sexes. Ceci conduisant à l'octroi d'une certification afin de renforcer l'importance et la qualité des initiatives liées à l'égalité hommes-femmes et d'améliorer la perception des incidences découlant de ces problématiques.

À cette fin, la CEB a travaillé avec EDGE, qui constitue la principale méthodologie d'évaluation globale et la norme de certification professionnelle pour l'égalité des sexes, afin de connaître où se situe la Banque en matière de parité hommes-femmes et d'égalité des sexes et d'identifier des axes d'amélioration pour que ses pratiques soient exemplaires.

Un rapport d'audit est en cours de préparation et servira de base à la certification EDGE prévue avant fin 2018.

Prise en compte de l'égalité hommes-femmes dans les principales activités de financement de la CEB

La CEB est attachée à l'égalité hommes-femmes en tant qu'employeur et dans les projets qu'elle soutient. Dans son Plan de développement 2017-2019, la Banque a intégré l'égalité des sexes en tant que thème transversal et critère de sélection pour l'élaboration de nouveaux projets de prêt.

Le Plan indique que la Banque " Au cours de l'évaluation de ses projets s'efforcera d'identifier et de promouvoir des actions en faveur de l'égalité entre les sexes dans le but d'influer sur la dynamique liée au genre, de réduire les inégalités et d'améliorer ses instruments ".

Fonctionnement de la certification EDGE

Mesure

EDGE mesure la parité hommes-femmes, l'équité salariale, l'efficacité des politiques et des pratiques, ainsi que le caractère inclusif de la culture de l'organisation. EDGE travaille avec les équipes RH et s'appuie sur des enquêtes menées auprès des employés pour recueillir leurs commentaires et leurs suggestions.

Analyse comparative

EDGE compare ensuite l'organisation, d'une part à ses propres normes, d'autre part aux pairs de l'organisation concernée, afin de fournir un plan d'action basé sur ses conclusions.

Certification

Au terme de l'audit de l'organisation, EDGE attribue une certification à l'un des trois niveaux.

PAGE 17 ÉVÉNEMENTS À VENIR À LA CEB ET EN EUROPE, AINSI QUE NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

Innovation et hébergement d'urgence

Une initiative innovante, financée en partie par un prêt de la CEB, contribue à l'amélioration des installations d'hébergement et d'accueil d'urgence pour les demandeurs d'asile, les migrants et d'autres personnes vulnérables sur l'ensemble du territoire français.

Photo: © Sylvie Dupic



Anedou Kuluba avec ses cinq enfants au Centre d'Hébergement d'Urgence avec Accompagnement Social à Cergy-Pontoise

Les flux migratoires en Europe ont beau avoir nettement diminué depuis le pic atteint en 2015, plus de 100 000 personnes ont demandé l'asile en France l'année dernière et 36% des demandeurs ont obtenu le statut de réfugié. Cela met davantage encore à l'épreuve la politique du logement, élément clé de la lutte contre la pauvreté et de la promotion de l'inclusion sociale, à un moment où les défis sont considérables : ainsi, selon le 20ème rapport annuel de la Fondation Abbé Pierre sur l'état des logements insalubres, en France, 3,5 millions de personnes sont sans domicile ou vivent dans des conditions de logement très dégradées.

En ce qui concerne les migrants et les demandeurs d'asile dans l'attente de l'examen de leur dossier, le gouvernement français a principalement financé l'hébergement temporaire dans des hôtels à petit budget. Les lieux sont parfois étroits et insalubres, avec un accès insuffisant aux soins de santé, à l'éducation et aux services sociaux. Confronté qui plus est à une flambée des dépenses, l'État a lancé deux processus de consultation pour sélectionner des gestionnaires à même de fournir un hébergement et une assistance sociale, l'un destiné aux étrangers demandant l'asile, l'autre aux sans-abris et aux personnes en détresse, quel que soit leur statut administratif.

Des solutions sociales et économiques

Pour répondre aux besoins de l'État comme à ceux des demandeurs d'asile, ainsi que d'autres groupes vulnérables, CDC Habitat, anciennement Société Nationale Immobilière (SNI), via sa filiale AMPERE Gestion, a créé en mai 2017 un fonds d'investissement à impact social appelé Hémisphère. Ce dernier rassemble six poids lourds parmi les investisseurs institutionnels, l'accent étant mis sur l'acquisition, la restructuration et la gestion de biens immobiliers qui répondent aux exigences de l'État.

Le fonds Hémisphère achètera environ 100 hôtels économiques sur toute la France (afin de soulager Paris et sa région) qui seront loués à Adoma, un spécialiste de l'hébergement d'urgence et de l'intégration sociale par le logement. Adoma rénovera et restructurera ces biens pour les transformer en centres d'hébergement. Les travaux seront

Hémisphère

Une solution innovante pour répondre à la crise de l'hébergement d'urgence

1 Les demandeurs d'asile et autres personnes en difficulté bénéficient d'un hébergement d'urgence dans des hôtels. Cela coûte cher à l'État et ne répond pas aux besoins des personnes vulnérables.





2 AMPERE Gestion, six investisseurs institutionnels et la CEB unissent leurs forces pour proposer à l'État une alternative au paiement des nuitées : des hôtels sont transformés en centres d'hébergement.



3 Hémisphère, un fonds d'investissement à impact social, est créé avec un prêt de € 100 millions de la CEB et € 100 millions de capital de la part des investisseurs institutionnels.



4 Hémisphère achète plus de 100 hôtels économiques. Ceux-ci sont loués à Adoma, expert de l'intégration sociale par le logement.



5 La société Adoma rénove et restructure les hôtels grâce aux financements d'Hémisphère. Elle fournit également des services d'hébergement et d'assistance sociale financés par l'État. Les personnes bénéficient d'un hébergement sûr et d'un soutien médical. Leurs enfants sont scolarisés.



6 Création de 10 000 logements d'urgence, avec un accompagnement social. L'État économise 40% sur son budget d'hébergement. Les investisseurs perçoivent un loyer fixe et un rendement variable qui dépend des résultats sociaux.

financés par Hémisphère et par un prêt de € 100 millions de la CEB. Le projet devrait proposer 10 000 places d'hébergement d'urgence.

Adoma fournit également aux demandeurs d'asile et autres personnes vulnérables des services d'accueil et d'assistance sociale, qui seront financés par l'État. Ces services comprennent des conseils sur l'obtention d'un logement permanent et d'un emploi ainsi que sur l'accès aux services de santé et aux services éducatifs pour les enfants.

En 2017, après un an d'efforts intensifs, 59 hôtels à bas prix ont déjà été achetés et restructurés, ce qui représente environ 6 000 places d'hébergement d'urgence.

suite à la page 12

Qui fait partie du fonds Hémisphère ?

Hémisphère est un fonds d'investissement à impact social géré par AMPERE Gestion, qui regroupe plusieurs investisseurs institutionnels majeurs :

- **France Aviva**
- **BNP Paribas Cardif**
- **Caisse des Dépôts et Consignations**
- **CNP Assurances**
- **MAIF**
- **PRO BTP**

suite de la page 11

Comment fonctionne un fonds à impact social ?

L'initiative Hémisphère repose sur un dispositif d'investissement à impact social qui permet aux investisseurs du secteur privé de financer des programmes sociaux, en conditionnant une partie du rendement à l'obtention de résultats sociaux améliorés (exemple : nombre de personnes placées dans un logement permanent ou ayant quitté le programme avec succès, ou encore proportion d'enfants scolarisés). Ces objectifs sont mesurés chaque année par un auditeur indépendant.

Les avantages du fonds à impact social comprennent :

- une économie de 40% sur le budget d'hébergement de l'État ;
- un contrôle plus efficace de la qualité de l'hébergement et du soutien social fourni ;
- un investissement financier sécurisé pour les investisseurs qui obtiennent un rendement fixe basé sur les loyers d'Adoma et un rendement variable fondé sur les résultats sociaux ;
- une solution flexible et facile à reproduire, qui peut être utilisée dans d'autres domaines de l'action sociale, notamment les projets nécessitant des services de suivi personnalisés ou ayant une incidence majeure sur la qualité de vie, comme le logement social.

Les fonds et obligations à impact social, qui reposent sur des financements innovants, permettent au secteur privé d'investir pour le bien public, au profit des plus démunis.

De nouvelles perspectives

Il s'agit de l'initiative la plus importante ayant recours à ce type d'instrument de financement. Elle nécessite une coopération étroite entre les acteurs publics et privés.

Les principaux acteurs sont :

- l'État, qui rédige le cahier des charges technique de l'offre de services à confier à un gestionnaire de services sociaux ;
- Adoma, le gestionnaire sélectionné par le gouvernement, qui est responsable de l'hébergement d'urgence et du soutien social ;
- les six investisseurs institutionnels à long terme qui financent le projet dans le cadre d'un investissement à impact social (ils s'engagent à investir un total de € 100 millions en fonds propres) ;
- la CEB, qui accorde un prêt de € 100 millions à Hémisphère ;
- un auditeur indépendant qui mesure les résultats sociaux, lesquels déterminent une partie des rendements des investisseurs.

AGIR AU PROFIT DES PLUS DÉFAVORISÉS



Photos: © Sylvie Dupic

Imran Youssouzai, Afghan, est arrivé en France en mars 2018 et a obtenu le statut de réfugié.



Erasto Abdoullahi et son fils sont en France depuis 2016. Ils sont en attente d'un rendez-vous auprès de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).



Fournise Estil Boulange s'est retrouvée à la rue avec son enfant.

"Ce programme cible des domaines essentiels pour assurer un niveau de vie décent, tels que l'accès au logement, à la santé, à l'éducation et au soutien social. Il s'appuiera sur la longue expérience d'Adoma dans le secteur du logement social et nous sommes heureux de renouer notre coopération avec le Groupe Caisse des Dépôts dans ce domaine."

Gouverneur Wenzel

PAGE 16 DEUX NOUVEAUX DOCUMENTS PRODUITS PAR LA CEB ÉCLAIRENT LES QUESTIONS DU LOGEMENT

L'intégration des plus vulnérables commence par l'accès à un toit

Info s'entretient avec Jean-Paul Clément, Directeur général d'Adoma, premier bailleur du logement et de l'hébergement accompagnés en France.

info : En quoi le projet Hémisphère est-il innovant et quels sont les défis spécifiques pour Adoma, acteur clé du dispositif ?
J-PC : Le projet Hémisphère est innovant voire exceptionnel car il s'agit du premier fonds à impact social de cette taille en Europe. Ce fonds, réunissant des investisseurs privés, a permis, et ce grâce également à la CEB, l'acquisition d'une soixantaine d'anciens hôtels pour un montant total d'un peu plus de € 100 millions ; ces hôtels ont été transformés en Résidences Hôtelières à Vocation Sociale et exploités par Adoma, afin de proposer à l'État 7 716 places d'hébergement (dont, pour les seuls hôtels, 3 480 places pour les demandeurs d'asile et 2 136 places pour les personnes à la rue). Ce dispositif a permis à l'État de réduire de 40% le coût des nuitées hôtelières pour ces 7 716 places avec une dimension supplémentaire : un accompagnement de qualité vers l'insertion sociale.

info : La coopération d'Adoma avec la CEB dépasse le cadre du projet Hémisphère. Pouvez-vous nous en dire davantage ?
J-PC : Adoma a souscrit en 2015 auprès de la CEB un emprunt de € 100 millions afin de financer à hauteur de 50% le montant des travaux de renouvellement de composants et de gros entretien dans ses foyers de travailleurs migrants et dans ses résidences sociales. Ces travaux concourent à l'amélioration du cadre de vie de nos résidents et le financement de la CEB permet à Adoma de maintenir une programmation de travaux ambitieuse au bénéfice d'une population socialement fragile.

info : Quel est le regard porté par Adoma sur "l'inclusion sociale au service de tous", pour reprendre le titre de votre rapport annuel 2017, et plus largement sur la question de l'insertion par le logement ?
J-PC : Adoma est le premier chaînon de "l'inclusion sociale au service de tous" et met l'insertion par le logement au cœur de ses priorités. Pour toutes les personnes vivant dans la rue, celles en attente d'un statut de réfugié ou d'une protection internationale, mais également pour toutes les personnes vivant sans ressources ou aux minima sociaux, ou bien encore celles que l'on qualifie de "travailleurs pauvres", l'intégration commence par l'accès d'abord à un toit. C'est ce que propose Adoma avec ses centres pour l'hébergement et ses logements transitoires en résidences sociales. Et comme le logement ne suffit pas, Adoma et les 600 professionnels de sa filière d'ingénierie sociale, accompagnent quotidiennement les 88 000 hébergés et résidents dans l'accès aux droits, aux soins, dans les démarches administratives, et, au sens large, dans tout ce qui peut faciliter leur inclusion sociale.

JEAN-PAUL CLÉMENT

- Directeur général d'Adoma depuis 2015
- Trente ans d'expérience au sein de CDC Habitat (ex groupe SNI)
- Directeur général de la Sainte-Barbe
- Directeur général de la SACVL
- Président du Directoire de la SA du Hainaut



"Adoma est le premier chaînon de " l'inclusion sociale au service de tous " et met l'insertion par le logement au cœur de ses priorités."
Jean-Paul Clément

Permettre l'accès à des logements abordables au Monténégro



Pavle Radulović et Rolf Wenzel, avec Željka et Ivan Samac ainsi que leurs enfants

La CEB finance un programme à long terme en trois phases visant à aider les ménages vulnérables disposant d'un revenu faible à moyen du Monténégro à accéder à des logements pérennes et abordables. Grâce à ce programme innovant, les ménages bénéficient de prêts hypothécaires subventionnés, cofinancés par la CEB.

Le parc immobilier du Monténégro compte un peu moins de 248 000 logements, dont la quasi-totalité (98%) en propriété privée. L'État dispose donc d'une marge de manœuvre très limitée concernant la mise à disposition de logements sociaux, ce qui nuit principalement aux groupes socialement vulnérables et exclus de ce pays. D'ici à 2020, le déficit de logements devrait atteindre près de 26 000 unités.

Pourquoi cette pénurie de logements ?

Il existe toute une série de raisons pour expliquer la pénurie de logements, et parmi elles la crise économique de 2008-2009. Durant cette période, la construction de logements a été stoppée, ce qui a entraîné une baisse de la production et une augmentation du chômage. De nombreuses banques commerciales ont adopté des politiques de prêt restrictives, imposant aux acheteurs de verser un acompte ou un apport important et des taux d'intérêt élevés sur les prêts hypothécaires.

Une solution sur mesure

Le manque de financement étant l'un des principaux freins à la création d'un système de logement social durable au Monténégro, le gouvernement a sollicité en 2010 l'aide de la CEB et d'autres parties prenantes.

Ensemble, ils ont conçu le programme "+1000 logements abordables", dont les objectifs étaient les suivants :

- Accroître l'accès des ménages les plus démunis à des habitations pérennes de qualité grâce à un dispositif de prêt hypothécaire subventionné pour l'acquisition d'un logement auprès de certains promoteurs immobiliers ;
- Permettre l'achèvement de la construction de nombreux immeubles interrompue pendant la crise économique et relancer l'industrie du bâtiment ;
- Améliorer les conditions de vie dans les régions moins développées (comme le nord du Monténégro), afin de ralentir les départs vers les régions centrales et méridionales ;
- Assurer la mise à niveau énergétique des bâtiments anciens et nouveaux, conformément aux objectifs énergétiques et climatiques du Monténégro pour 2020.

Comment fonctionne le programme "+1000"?

Le programme implique la sélection des ménages et du parc immobilier éligibles, des sociétés d'assurance (pour assurer le prêt à moindre coût) et des banques commerciales (pour organiser le financement hypothécaire).

1. Tous les ménages bénéficiaires admissibles reçoivent une attestation et une liste d'appartements sélectionnés parmi lesquels ils peuvent faire leur choix.

2. Ils signent un compromis de vente avec le promoteur immobilier pour réserver le logement choisi. Ce dernier est tenu de vendre le logement au bénéficiaire au prix convenu avec le gouvernement.

3. Le bénéficiaire s'adresse à l'une des banques sélectionnées, qui procède à la

"J'ai été touché par ces visages heureux de la famille, en particulier ceux des enfants. Avoir un endroit que vous pouvez appeler votre chez vous, votre propre foyer, fait vraiment la différence. J'ai également été heureux d'apprendre que tous les enfants fréquentaient régulièrement l'école et qu'une vie sociale en communauté se développait progressivement. Tout cela rend optimiste pour l'avenir."

Gouverneur Wenzel

PAGE 10 COMMENT LES FINANCEMENTS DE LA CEB PEUVENT CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DU LOGEMENT D'URGENCE EN FRANCE



Photo: © Balsa Rakocevic

transaction financière en vue de l'achat du logement. La CEB et les banques commerciales cofinancent les prêts hypothécaires, le bénéficiaire verse un acompte d'au moins 3% et le gouvernement fournit la bonification d'intérêt.

Une approche en trois phases

Le programme "+1000" est un dispositif itératif qui comporte trois phases, chacune étant alimentée et améliorée par les enseignements tirés lors de la phase précédente.

Première phase : 2010-2012. Un prêt de la CEB de € 10 millions a été accordé au gouvernement du Monténégro pour subventionner le taux d'intérêt des prêts hypothécaires accordés aux ménages éligibles. Cela a permis à 433 ménages dans le besoin d'accéder à la propriété à travers le pays.

Deuxième phase : 2015-2017. Un prêt de la CEB de € 10 millions a permis à 376 ménages de résoudre leurs problèmes de logement.

Troisième phase : 2018-2020. Un autre prêt de € 10 millions de la CEB permettra à davantage de ménages à revenus faibles et moyens d'acquérir des appartements neufs ou d'occasion, ou d'acheter, agrandir ou reconstruire des maisons individuelles.

Un programme phare

Le programme "+1000 logements abordables" a servi d'étude de cas ("Stimuler la concurrence sur les petits marchés du logement") lors d'un Forum régional sur le développement durable, qui s'est tenu début mars à Genève. Le Forum est un espace dédié aux apprentissages entre pairs et au partage de solutions pratiques pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations Unies. Le programme correspond à l'ODD 11 : Villes et communautés durables.

QUELLES SONT LES CIBLES PRIORITAIRES ?

- Les jeunes couples
- Les ménages avec des personnes handicapées
- Les fonctionnaires
- Les ménages à faible revenu

Sur le terrain

Lors de sa visite au Monténégro le 3 octobre, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, et Pavle Radulović, Ministre du Développement durable et du Tourisme, ont rencontré Željka et Ivan Samac et leurs enfants, l'une des familles bénéficiaires du programme "+1000".

Željka est institutrice et Ivan ingénieur civil. Grâce au programme financé par la CEB, ils ont pu acquérir un deux-pièces au moyen d'un prêt hypothécaire. Grâce à ce programme, la contribution de 20 à 30% de l'acheteur habituellement exigée par les banques a été réduite à 5% et le couple a ainsi été en mesure d'obtenir un prêt assorti qui plus est d'un taux d'intérêt inférieur à 4%.

Avoir un impact

Bien que les deux premières phases du programme aient connu des difficultés, l'approche progressive a permis de les diminuer ou de les éliminer au fil des étapes. Grâce à ses très bons résultats et à la souplesse du modèle, le programme peut être reproduit ailleurs, à condition de prendre en compte les caractéristiques du marché du logement, les besoins de la population et les catégories de bénéficiaires.

Des résultats positifs

- **À ce jour, plus de 800 ménages éligibles disposant de revenus faibles à moyens ont pu acheter leur logement grâce au projet.**
- **Le programme a permis de stimuler la concurrence entre les banques commerciales et les promoteurs immobiliers du Monténégro, tout en contribuant au rétablissement du secteur de la construction après la crise économique.**
- **Les taux d'intérêt hypothécaires et le coût de l'immobilier ont diminué.**
- **Le programme a également aidé à renforcer l'intégration sociale à long terme des familles à faibles revenus, en influençant les nouvelles stratégies en matière de logement et les réglementations sur le logement social.**

"Je suis particulièrement reconnaissant envers la CEB d'être notre partenaire pour ce projet, grâce auquel 2 149 personnes, soit 809 familles, ont déjà trouvé une solution à leurs problèmes de logement. Les bons pour les appartements de la troisième phase du projet devraient être distribués très bientôt. Ce projet est l'un des plus importants que notre gouvernement ait mis en œuvre."

Pavle Radulović, Ministre du Développement durable et du Tourisme

Partager les connaissances et proposer des solutions

La CEB possède une longue expérience du financement de projets de logement social et abordable dans ses États membres. Un brief technique partage l'expertise de la Banque et met en évidence des solutions possibles. Une autre étude récente analyse les causes et les conséquences des inégalités en matière de logement en Europe. Tous deux sont disponibles sur le site Internet de la CEB.

En Europe, les modèles de marché du logement sont très divers et les États abordent le problème des inégalités en matière de logement de différentes manières. D'où la complexité de cette question et les difficultés d'analyse. Cette démarche analytique est pourtant essentielle si l'on souhaite mettre un terme au cercle vicieux des inégalités créé par les logements vétustes.

Après tout, les inégalités de logement peuvent être à la fois le symptôme et la cause des inégalités de revenus. Les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables vivent dans des environnements qui exacerbent les inégalités, où les services de transport en commun, d'éducation et de santé sont de qualité médiocre voire inexistants.

La vision de la Banque

La CEB considère le logement comme un droit fondamental et une priorité pour parvenir à une croissance inclusive et à la cohésion sociale. La Banque finance des projets de logement dans ses États membres afin d'accroître la disponibilité de logements abordables, de qualité et durables pour les populations vulnérables et à faible revenu, et par là-même d'améliorer leur qualité de vie et de faciliter leur intégration au sein de la collectivité ainsi que leur accès à l'emploi.

Partage d'expertise

En tant que banque de développement social, la CEB a pour objectif de fournir des solutions de financement et une assistance technique sur mesure, ainsi que des connaissances et une expertise spécifiques dans la sphère de son mandat social.



Brief technique sur le logement social et abordable

Ce document d'information (en anglais) de la CEB réalisé en octobre 2017 présente les enseignements tirés de 13 opérations de prêt en faveur du logement social en cours ou récemment achevées dans sept pays : Albanie, Bosnie-Herzégovine, République de Moldova, Monténégro, Roumanie, Serbie et dans "l'ex-République yougoslave de Macédoine".

Le document traite des difficultés liées au financement de logements locatifs abordables et de l'accession à la propriété, et détaille plusieurs solutions. Il examine également comment garantir une approche inclusive pour les groupes de bénéficiaires vulnérables, ainsi que les moyens d'améliorer l'accessibilité financière et d'accélérer la mise en œuvre des projets.

Télécharger le brief technique sur https://coebank.org/media/documents/Technical-Brief_1_Social_and_affordable_housing.pdf

"Les inégalités en matière de logement sont à la fois le symptôme et la cause des inégalités de revenus. Les ménages pauvres n'ont pas les moyens d'acheter des logements de qualité et vivent dans des quartiers qui procurent des conditions de vie et de travail médiocres, exacerbant ainsi les inégalités."
Edo Omic, Économiste, CEB



Inégalités en matière de logement en Europe

Ce rapport (en anglais) de 68 pages publié en décembre 2017 constitue une analyse approfondie des inégalités en matière de logement en Europe. Il fournit une vue d'ensemble de ces inégalités en détaillant les différences entre les pays et en évoquant les problèmes liés au coût et à la qualité des logements, les difficultés d'accès aux transports publics, aux services d'éducation et de santé dans les quartiers les plus pauvres, ainsi que le financement du logement social.

Télécharger le rapport sur https://coebank.org/media/documents/Part-3-Inequality-Housing.pdf

Financement de logements sociaux de qualité

Montants approuvés et décaissés par la CEB

	Prêts approuvés	Prêts décaissés
1956-2017	€ 11 milliards	€ 7,8 milliards
2008-2017	€ 3,7 milliards	€ 2,2 milliards

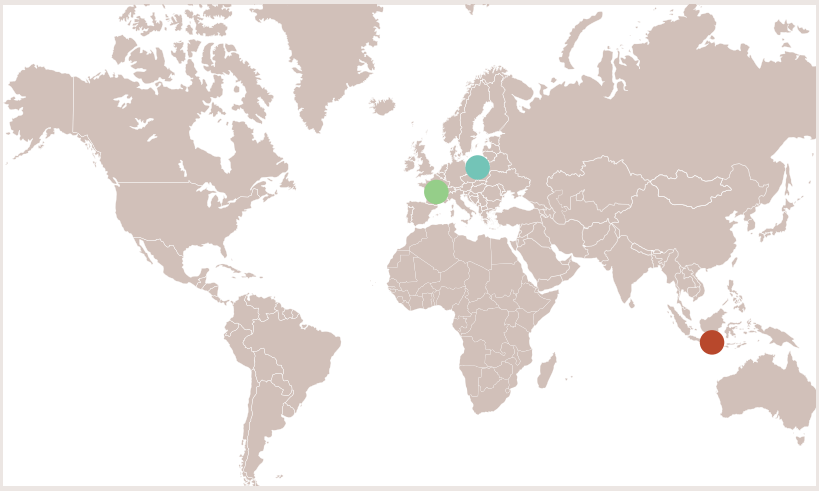
Répartition géographique

Prêts de la CEB destinés au financement de logements décents et abordables (2008-2017) : € 3,7 milliards

- Europe de l'Ouest (Allemagne, Belgique, France, Irlande) € 2,74 milliards
- Europe du Sud (Espagne, Malte, Portugal) € 277 millions
- Europe du Nord (Finlande) € 100 millions
- Europe de l'Est (Balkans occidentaux, Hongrie, Pologne, République de Moldova, République slovaque, Roumanie) € 574 millions

Agenda octobre-décembre 2018

Pour en savoir plus sur les prochaines réunions et conférences de la CEB ainsi que sur ses dernières publications.



Du 12 au 14 octobre
Bali, Indonésie

Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI)

Ces assemblées annuelles rassemblent banquiers centraux, ministres des Finances et du Développement, experts issus des milieux universitaires et dirigeants du secteur privé pour débattre de questions globales et des perspectives économiques mondiales.

Plus d'infos sur : meetings.imf.org/fr/2018/Annual

15 et 16 novembre
Paris, France

Réunion du Conseil d'administration de la CEB

Il s'agit de la dernière réunion du Conseil d'administration de l'année. Les représentants de chaque État membre se réuniront pour approuver de nouveaux projets d'investissement.

Plus d'infos sur : coebank.org/fr/about/structure-management/administrative-council

30 novembre
Paris, France

Réunion du Conseil de direction de la CEB

Dernière réunion du Conseil de direction de la Banque au titre de l'année 2018. Ce dernier supervise l'orientation générale de la Banque.

Plus d'infos sur : coebank.org/fr/about/structure-management/governing-board

7 décembre
Paris, France

Conférence CEB-Caisse des Dépôts sur "L'investissement social pour une Europe prospère et résiliente".

Cette conférence de haut niveau, organisée conjointement par la CEB et le Groupe Caisse des Dépôts, envisagera les principaux défis de la cohésion sociale en Europe et examinera comment investir davantage dans des infrastructures sociales de qualité tout en s'efforçant de répondre spécifiquement aux besoins des populations les plus vulnérables.

Mail : conference2018@coebank.org

Du 3 au 14 décembre
Katowice, Pologne

Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24)

Cet événement mondial réunira les délégués de quelque 190 pays, parmi lesquels des responsables politiques, des représentants des ONG, des scientifiques et des chefs d'entreprise, afin de garantir la mise en œuvre complète de l'Accord de Paris.

Plus d'infos sur : cop24.katowice.eu

PROCHAIN NUMÉRO D'**info** EN JANVIER

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur notre site Internet. Rendez-vous sur https://coebank.org/fr/ et cliquez sur "Actualités et publications".

BRIEF TECHNIQUE SUR LA PROMOTION DE LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES VILLES

Ce document (en anglais) fournit un cadre d'évaluation des initiatives en faveur d'une croissance inclusive dans les villes et présente les principaux domaines d'action des États ainsi que le soutien apporté par la CEB à la réalisation de cet objectif.



RAPPORT SEMESTRIEL

États financiers intermédiaires résumés au 30 juin 2018

Dans le cadre des normes IFRS que la CEB applique, la Banque publie ses comptes intermédiaires résumés, non audités.

Vous désirez rejoindre la CEB ?

Nous sommes constamment à la recherche de nouveaux talents. Si les possibilités d'emploi au sein de la CEB vous intéressent, consultez notre site de recrutement : http://ceb.profils.org/accueil.aspx?lcid=1036

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR **https://www.coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/**

Supporting housing for all
Soutenir le logement pour tous

The CEB sees housing as key to inclusive and sustainable growth, as well as a human right. Housing plays a key part in almost half of the sectors that the Bank supports: social housing, aid to refugees, migrants and other vulnerable groups, natural disasters and protection of the environment.

La CEB considère le logement comme une composante essentielle d'une croissance inclusive et durable, ainsi qu'un droit fondamental. Le logement joue un rôle essentiel dans près de la moitié des domaines d'intervention de la Banque : logement social, aide aux réfugiés, migrants et autres groupes vulnérables, catastrophes naturelles et protection de l'environnement.



The CEB supports vulnerable people into social and affordable housing by funding the construction of new (or the renovation of existing) housing, and by funding subsidised mortgage loans. Since 2008, Belgium has received the most funding in this sector, with €1.32 million allocated to projects, including those to fund mortgages for low income and large families, with also a focus on energy efficiency.

La CEB aide les personnes vulnérables à bénéficier d'un logement social et abordable en finançant la construction de nouveaux logements (ou la rénovation de logements existants) et en finançant des prêts hypothécaires subventionnés. C'est la Belgique qui, depuis 2008, a reçu le plus de financements dans ce secteur avec € 1,32 million alloués à des projets notamment destinés à financer des prêts hypothécaires pour les familles à faible revenu et les familles nombreuses, avec également un accent mis sur l'efficacité énergétique.

2017 was the CEB's biggest year for contributing to projects with a housing component that supported refugees and migrants, or the victims of natural disasters. In Italy the Bank funded €350 million for repair/reconstruction projects after devastating earthquakes.

C'est en 2017 que la CEB a le plus contribué à des projets intégrant une composante logement en faveur des réfugiés et migrants, ou des victimes de catastrophes naturelles. En Italie, la Banque a approuvé € 350 millions de financements au titre de projets de réparation/reconstruction après des tremblements de terre dévastateurs.





Promoting energy efficient housing is also an important part of the CEB's work (see the last issue of Info Magazine #2 2018). This year alone, the Bank has approved nearly €103 million to enable households in the Netherlands and Bosnia and Herzegovina to be more energy efficient.

La promotion de logements à haute efficacité énergétique est également un axe important de l'action de la CEB (voir le dernier numéro d'Info Magazine #2 2018). Pour la seule année 2018, la Banque a approuvé près de € 103 millions pour permettre à des ménages aux Pays-Bas et en Bosnie-Herzégovine d'accroître l'efficacité énergétique de leur logement.

HOUSING
THE BIG FIGURES
LOGEMENT
LES CHIFFRES
(2008-2018)

€3,691m
SOCIAL HOUSING
LOGEMENT SOCIAL

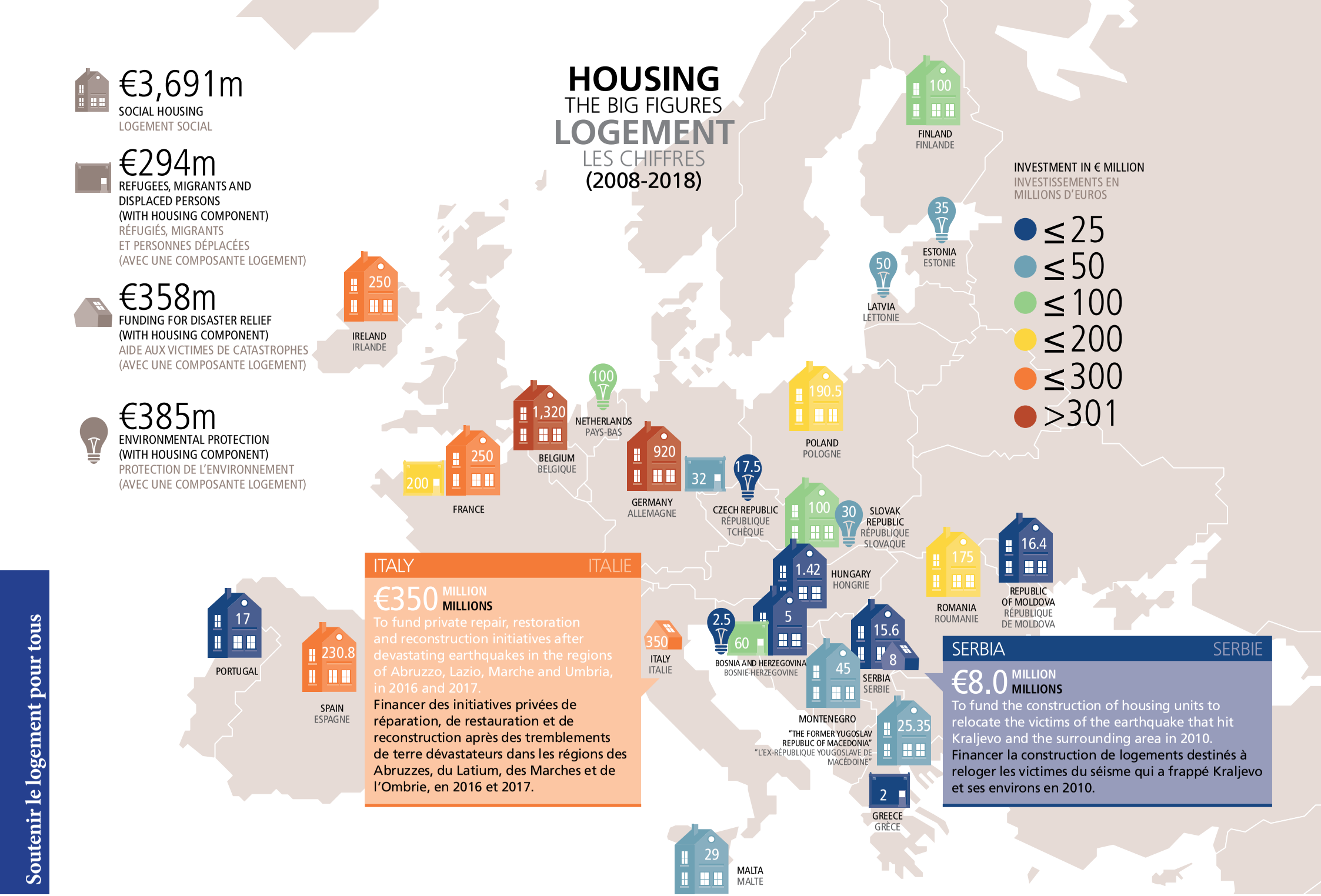
€294m
REFUGEES, MIGRANTS AND DISPLACED PERSONS (WITH HOUSING COMPONENT)
RÉFUGIÉS, MIGRANTS ET PERSONNES DÉPLACÉES (AVEC UNE COMPOSANTE LOGEMENT)

€358m
FUNDING FOR DISASTER RELIEF (WITH HOUSING COMPONENT)
AIDE AUX VICTIMES DE CATASTROPHES (AVEC UNE COMPOSANTE LOGEMENT)

€385m
ENVIRONMENTAL PROTECTION (WITH HOUSING COMPONENT)
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (AVEC UNE COMPOSANTE LOGEMENT)

INVESTMENT IN € MILLION
INVESTISSEMENTS EN MILLIONS D'EUROS

- ≤ 25
- ≤ 50
- ≤ 100
- ≤ 200
- ≤ 300
- >301



ITALY — ITALIE

€350 MILLION MILLIONS

To fund private repair, restoration and reconstruction initiatives after devastating earthquakes in the regions of Abruzzo, Lazio, Marche and Umbria, in 2016 and 2017.

Financer des initiatives privées de réparation, de restauration et de reconstruction après des tremblements de terre dévastateurs dans les régions des Abruzzes, du Latium, des Marches et de l'Ombrie, en 2016 et 2017.

SERBIA — SERBIE

€8.0 MILLION MILLIONS

To fund the construction of housing units to relocate the victims of the earthquake that hit Kraljevo and the surrounding area in 2010.

Financer la construction de logements destinés à reloger les victimes du séisme qui a frappé Kraljevo et ses environs en 2010.

Soutenir le logement pour tous